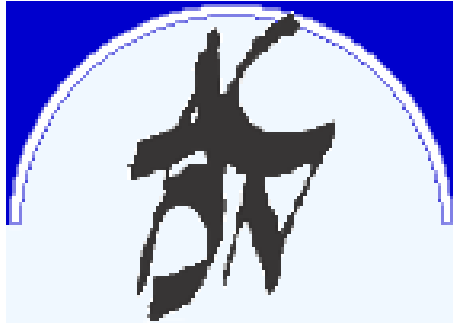


<https://acdn.net/spip/spip.php?article1334>



Tribune

Conflit israélo-palestinien : la solution d'un État unique

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : samedi 2 décembre 2023

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le conflit israélo-palestinien n'a pas cessé depuis la proclamation de l'État d'Israël et vient d'atteindre des sommets dans la barbarie. Il faut impérativement lui trouver une issue politique. Mais laquelle ? Les États tiers, dont la France, continuent à prôner la solution à deux États. Est-elle encore d'actualité ?

Il est clair que non. Le directeur du bureau de New York du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains, Craig Mokhiber, l'a dit dans sa lettre de démission du 28 octobre 2023 : *"Le mantra de la "solution à deux États" est devenu un objet de plaisanterie dans les couloirs de l'ONU, tant pour son impossibilité absolue dans les faits que pour son incapacité totale à tenir compte des droits humains inaliénables du peuple palestinien."*

Il suffit de regarder les cartes de la Palestine de 1945 à nos jours pour s'en convaincre.

[https://acdn.net/spip/local/cache-vignettes/L400xH266/cartes_de_la_palestine-7b4e2.png]

Réduite comme peau de chagrin à 12% de sa superficie initiale, la Palestine actuelle, divisée entre la bande de Gaza et une Cisjordanie-croupion parsemée de colonies juives chaque jour plus nombreuses, serait un pays ingérable. Même ramenée aux frontières de 1967.

En fait, seules les frontières du plan très contesté du 24 novembre 1947 pourraient à la rigueur offrir une solution gérable, dans la mesure où les superficies des deux États seraient quasi-équivalentes et où, surtout, ils auraient chacun une continuité géographique, les passages du Nord au Sud et d'Est en Ouest entre les trois "morceaux" d'Israël d'un côté, et ceux entre les trois "morceaux" de Palestine de l'autre, se faisant grâce à deux carrefours "neutralisés", placés sous le contrôle conjoint des deux États et la supervision de l'ONU ou d'une instance internationale *ad hoc*.

Cependant, il n'est guère pensable qu'Israël, après l'assassinat de Yitzhak Rabin, accepte de renoncer à ses conquêtes successives pour revenir à la partition de 1947, dont les Arabes de leur côté ne voulaient pas.

Dès lors, il ne reste qu'une solution : un seul État israélo-palestinien, possiblement fédéral comme la Suisse, assurément laïque, peuplé de citoyens tenus comme tels indépendamment de leurs origines, leurs croyances, leurs cultures. C'est précisément ce que propose Craig Mokhiber : *"Nous devons soutenir l'établissement d'un État unique, démocratique et laïque dans toute la Palestine historique, avec des droits égaux pour les chrétiens, les musulmans et les juifs"*. Ayant oeuvré trente ans pour le respect des droits humains partout où ils étaient bafoués, il mérite d'être écouté. C'est d'ailleurs la solution que semblaient préférer nombre de jeunes palestiniens et israéliens avant le 7 octobre 2023.

Craig Mokhiber estime en outre que ce processus devra impliquer un processus de désarmement : *"nous devons plaider pour le retrait et la destruction des stocks massifs d'armes nucléaires, chimiques et biologiques d'Israël, évitant ainsi que le conflit ne conduise à la destruction totale de la région et, qui sait, au-delà"*. Mais il n'est pas concevable qu'Israël renonce seul à ses armes de destruction massive, en particulier nucléaires. Les autres États dotés, ou susceptibles de s'en doter comme l'Iran, l'Égypte, l'Arabie saoudite et d'autres, devront y renoncer aussi. Il faudra donc ouvrir à tous les États concernés les négociations prévues à l'article 6 du TNP, que ces États en soient signataires, comme les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ou qu'ils ne le soient pas, comme Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord.

Quoique fort complexes, de telles négociations auront pour vertu non seulement de pacifier le Moyen-Orient et de résoudre enfin le conflit israélo-palestinien, mais encore d'en résoudre et d'en prévenir dans d'autres régions du

monde, y compris en Ukraine ou en Extrême-Orient. Car si la guerre est contagieuse, la paix et le désarmement le sont aussi, à l'instar du Traité de Washington de décembre 1987, suivi deux ans plus tard de la chute du mur de Berlin enterrant la Guerre froide. Jusqu'à ce que le réarmement reparte.

Cette solution peut sembler utopique. Elle ne l'est pourtant pas plus que celle à deux États qui, après 75 ans d'échecs, nous force à imaginer autre chose. Alors imaginons.

Au terme du processus, Israël n'existera plus comme "entité sioniste" séparée. Mais les Juifs auront un foyer national qui ne pourra plus faire l'objet d'aucune attaque arabe. En paix à l'intérieur comme à l'extérieur, cet État binational pourra intégrer les Arabes israéliens et accueillir, dans les limites et selon les règles convenues entre les parties, les Juifs et les Palestiniens de la diaspora. Modèle de cohabitation multiethnique et multireligieuse entre juifs, chrétiens, musulmans, agnostiques ou athées, entre sémites de toutes origines, entre sémites et non-sémites, modèle de liberté, d'égalité et de fraternité, à la fois respectueux des droits humains et conforme à l'esprit des kibboutzim des origines, il renverra l'antisémitisme, antijuif ou antimusulman, aux poubelles de l'histoire.

Le principal obstacle à cette évolution -ou révolution- ne réside pas dans la volonté des peuples, qui peuvent encore s'entendre malgré les souffrances et les haines accumulées et qui aspirent profondément à la paix, mais plutôt dans la volonté de ceux de leurs dirigeants qui ne croient qu'en l'exercice de la force armée, de la domination et de la violence.

L'intérêt et la vie même des Israéliens et des Palestiniens se conjuguent. Le conflit a rendu leurs liens inextricables. Mais loin d'être un obstacle, ce sera une richesse pour l'État laïque israélo-palestinien qui pourra naître de négociations loyales, menées par de nouveaux dirigeants déterminés à faire à la paix. Il en existe des deux côtés. C'est aux deux peuples concernés de les porter au pouvoir, et aux "États démocratiques", poussés par leurs opinions publiques, de soutenir ce changement d'ère et d'imaginaire.

Albert Camus le disait au lendemain d'Hiroshima : *"Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison."*

Paris et Tel Aviv, le 30 novembre 2023

Jean-Marie MATAGNE, Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)
Docteur en Philosophie

Yehuda AITAI, Cofondateur du Comité Israélien pour un Moyen-Orient sans armes de destruction massive
Docteur en Théorie des Systèmes Informatiques

Tribune publiée le 2 décembre 2023 dans Mediapart